



Madame l'inspectrice d'académie

Mesdames et messieurs les membres du CSA

C'est au cours d'un trajet en bus que j'écris ces quelques lignes. Même si la destination est largement connue et prisée par les touristes, ce déplacement-là n'aura rien d'un voyage d'agrément. Nous savons que les compétences de cette instance ne traitent pas de ce sujet mais comment passer sous silence le drame social orchestré par notre gouvernement qui se joue actuellement ?

Dans ce monde que nous imaginons, un citoyen passera donc plus de la moitié de sa vie à œuvrer pour son pays et en guide de reconnaissance, il recevra pour une carrière complète un minimum de 1200 euros mensuels. Quand on sait que l'emploi des séniors est en France une vraie difficulté car ces derniers peinent à retrouver un employeur ou ont un état de santé qui empêche tout emploi, nous sommes en droit d'envisager le pire pour les années à venir.

Si nous nous concentrons sur notre sphère professionnelle, la fatigabilité de notre métier, énoncée par le président lui-même, nécessite des ajustements en fin de carrière que notre administration n'est déjà pas en mesure de nous fournir. Alors quand il faudra résister jusqu'à 64 ans en classe, quelle qualité d'enseignement serons-nous encore capables de prodiguer ? Impossible de partir avant et lorsque la porte s'ouvre enfin, pour peu que vous n'ayez cotisé que 40 ans, ce qui nous amène à un début de carrière à 24 ans alors qu'il faut maintenant un MASTER 2 pour devenir enseignant, l'Etat se chargera de ponctionner 15 % supplémentaires sur une pension déjà incomplète. Liberté, égalité, fraternité, direz-vous ?

Liberté de quoi ? De rester enchaîné à un emploi lorsque vous ne pouvez plus le supporter physiquement ou psychologiquement ?

Quelle égalité lorsqu'on met fin à des régimes spéciaux tout en maintenant les retraites des élus de la République après un seul mandat ?

Fraternité ? Un frère ne s'arrangerait pas pour trainer dans la misère sa famille qui aura tout au long de sa vie respecté les règles du jeu en travaillant plus de quatre décennies.

Je ne m'étendrai pas plus sur le sujet mais les alternatives existent ; encore faut-il croire en la devise de notre pays.

En ce qui concerne notre instance, nous ne pouvons que regretter une fois de plus l'augmentation du ratio de HSA. Nous nous interrogeons sur la baisse des IMP alors qu'il y aura, une fois de plus, des élèves supplémentaires dans nos collèges. Notre département reste attractif au contraire de notre métier. Et pour solutionner le déficit de certaines matières, la méthode est maintenant éprouvée. Plus de profs de maths ? Rendons la matière facultative au lycée. Plus de profs de techno ? Retirons-la de la sixième. Plus de profs du second degré ? Demandons aux enseignants du premier degré d'aller faire quelques heures aux collèges. Après tout, avec leur salaire de misère, on peut leur faire l'aumône, s'ils acceptent des missions supplémentaires. Car ne nous leurrons pas. Même si le constat paraît cynique, la mobilisation d'hier le montre bien. L'argent ne fait pas le bonheur mais il permet au moins de vivre dans la dignité. C'est pour vivre dignement qu'il est nécessaire d'augmenter sans contrepartie nos salaires. C'est pour vivre dignement que nous devons percevoir le fruit de notre travail dans son entièreté et non croqués à 15% par l'Etat. C'est à ce prix que nous redonnerons à nos enfants l'envie d'être prof et peut-être alors arrêterons nous les réformes opportunistes qui camouflent les carences.

Je vous remercie.